

CAMEROUN

Un beau travail de Fourmi

Fini les torrents de boue ! Grâce à l'ONG Fourmi et à la participation de tous, les rues de Kouogouo, un quartier de Bafoussam, ont été enfin réhabilitées. Les habitants en tirent une certaine fierté.

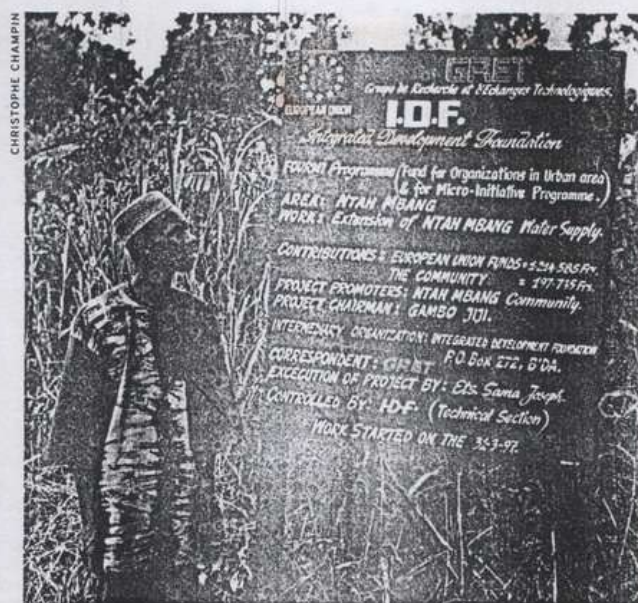
Lorsque David Naoussi reçoit des visiteurs étrangers, il résiste rarement au plaisir de parcourir avec eux l'une des pistes qui traversent son quartier. "Aujourd'hui, quand les gens circulent sur ces belles routes, ils en sont fiers. Les autres quartiers nous envient alors qu'avant, nous étions parmi les derniers", lance-t-il. Avec d'autres habitants de Kouogouo, un coin populaire de Bafoussam, dans l'ouest du Cameroun, il a initié la réhabilitation de sept rues en latérite. Des efforts qui ont sensiblement amélioré la vie quotidienne. Surtout pendant la saison des pluies, où l'on traverse désormais le quartier sans patauger dans la boue. Même les voitures, qui ne dépassaient pas la route goudronnée en contrebas, peuvent circuler. Réalisé dans le cadre du Fonds d'appui aux organisations urbaines et aux micro-initiatives (Fourmi) – un programme pilote mis en œuvre par une ONG française, le Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET) et financé par l'Union européenne (UE) – ce projet a coûté près de 5,4 millions de F CFA. Mais pas moins de 1,4 million sont sortis des poches de la population de Kouogouo. Constitués en un comité d'animation au développement, les habitants ont réuni leur quote-part, condition préalable pour recevoir l'aide de l'UE. Lancé en mai 1995, pour une durée de trois ans, avec un budget total de 1,65 million d'euros (environ 10 millions de FF), le programme du Fourmi vise à améliorer les conditions de vie dans les quartiers en associant la population camerounaise. "La majeure partie du fonds (75 %) est consacrée au volet social par l'intermédiaire de subventions attribuées aux comités de quartier", expliquent Isabelle de Boismenu et Christophe Hennart, ses principaux responsables. Une participation financière,

qui varie de 10 % à 35 % en fonction de la taille du projet, est demandée aux habitants. Le but est double : encourager le choix de projets utiles pour le voisinage et développer l'initiative locale. Le deuxième volet, économique, consiste en des prêts d'un montant maximum de 3 millions de F CFA destinés à appuyer les petits entrepreneurs.

Plusieurs quartiers défavorisés de cinq villes du Cameroun⁽¹⁾ ont tenté l'expérience. Sur 171 propositions approuvées en un peu plus de deux ans, 20 seulement ont échoué, faute d'avoir réuni le montant des cotisations. Les projets concernent l'eau, l'assainissement, la voirie et la création d'équipements de proximité tels que des cases sociales, des centres de santé, des écoles ou des ateliers de formation. Autant de réalisations qui manquent cruellement dans les faubourgs des grands centres urbains du Cameroun, où le simple accès à l'eau potable est un luxe.

Pour réaliser ce programme, le GRET, qui dispose d'un seul expatrié sur place, s'appuie sur des acteurs locaux. Dans chaque ville, un "correspondant" (en général une ONG ou

une association locale ayant une expérience dans le développement urbain) représente le Fourmi et est chargé de la mise en œuvre de ses objectifs. Le "correspondant" peut, à son tour, s'appuyer sur des organismes intermédiaires qui l'aideront à monter les projets avec les comités d'animation au développement. La tâche n'est pas aisée car les quartiers



Le projet a coûté près de 5,4 millions de francs CFA.

sont rarement homogènes et sont traversés de conflits d'intérêts.

Les antagonismes ethniques ou politiques menacent souvent un projet. En outre, obtenir les cotisations des habitants n'est pas une mince affaire. "Au Cameroun, on ne met pas aisément la main à la poche, car les populations ont trop souvent été sollicitées pour des réalisations qui n'ont jamais vu le jour", explique l'un des animateurs. Ces derniers doivent mener un énorme travail de sensibilisation. En dépit des obstacles, la plus grande partie des projets aboutissent, car les besoins sont réels. Les responsables du programme du Fourmi ne sont pas loin d'avoir rempli leur objectif : démontrer que les citoyens, même avec des moyens limités, sont capables de se mobiliser et de financer en partie leur cadre de vie quand les conditions de transparence et de rigueur sont réunies.

CHRISTOPHE CHAMPIN

⁽¹⁾ Yaoundé, Douala, Bafoussam, Bafang et Bamenda.

"Les autres quartiers nous envient aujourd'hui"

du Fourmi vise à améliorer les conditions de vie dans les quartiers en associant la population camerounaise. "La majeure partie du fonds (75 %) est consacrée au volet social par l'intermédiaire de subventions attribuées aux comités de quartier", expliquent Isabelle de Boismenu et Christophe Hennart, ses principaux responsables. Une participation financière,